



Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053

**HARIS SEPTEMBRE 2022**

**Numéro 007**



Editée par la Cellule d'Etudes et de Recherches en Relations Internationales (CERRI)

Université Alassane Ouattara

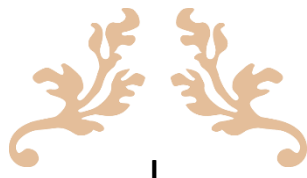
(Bouaké- Côte d'Ivoire)

Histoire et Analyses des Relations  
Internationales et Stratégiques  
(HARIS)

N°007 Septembre 2022

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations  
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



## Administration de la Revue

**Directeur Scientifique :**  
Professeur M'BRA EKANZA  
Simon-Pierre (Professeur  
Emérite du CAMES,  
Université Félix Houphouët-  
Boigny)

**Directeur de Publication :**  
CAMARA Moritié (Professeur  
Titulaire d'Histoire des  
Relations Internationales,  
Université Alassane Ouattara,  
Côte d'Ivoire)

**Directeur de Rédaction :**  
KOUAKOU N'DRI Laurent  
(Maître de Conférences  
d'Histoire des Relations  
Internationales, Université  
Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire)

**Coordonnateur de  
Publication :** SILUE Nahoua  
Karim (Maître-assistant  
d'Histoire des Relations  
Internationales, Université  
Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire)

**Trésorière :** YAO Elisabeth  
(Maître-assistante en Histoire  
économique, Université  
Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire)

**Chargés de diffusion :** KEWO  
Zana (Assistant d'Histoire des  
Relations Internationales,  
Université Péleforo Gon  
Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Assistant  
d'Histoire des Relations  
Internationales, Université  
Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire)

**Webmaster :** Ignace ALLABA  
(Maître de Conférences  
Études germaniques,  
Université Alassane Ouattara,  
Côte d'Ivoire)

**Éditeur :** CERRI (Cellule  
d'Études et de Recherches en  
Relations Internationales,  
Université Alassane  
OUATTARA)

**Website :** [www.revueharis.org](http://www.revueharis.org)

**Courriels :** [contact1@revueharis.org](mailto:contact1@revueharis.org)[cerriuao01@gmail.com](mailto:cerriuao01@gmail.com)



## Comité Scientifique

**-M'BRA EKANZA Simon-Pierre**, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

**-KOULIBALY Mamadou**, Professeur agrégé d'Economie, (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

**-Abdoulaye BATHILY**, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

**-Jean-Noël LOUCOU**, Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

**-KOUI Théophile**, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

**-Francis AKINDES**, Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

**-ALLADAYE Comlan Jérôme**, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

**-SAADAOUI Ibrahim Muhammed**, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies -Tunisie)

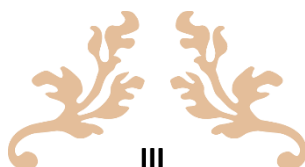
**-Ousseynou Faye**, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

**-Samba Diakité**, Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

**-Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain**, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

**-ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre**, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

**-GBODJE Sékré Alphonse**, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)



## Comité de Lecture

**-BATCHANA Essohanam**, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

**-AKROBOU Agba Ezéquier**, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

**-CAMARA Moritié**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

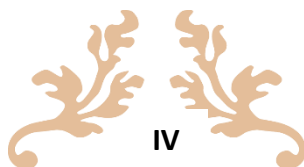
**-GUESSAN Benoit**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

**-N'Guessan Mohamed**, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

**-Ernest YAOBI**, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

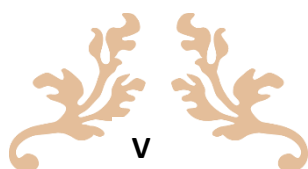
**-GOLE Antoine**, Maître de Conférences d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

**-BAMBA Abdoulaye**, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)



## Adresse aux auteurs

La Revue HARIS paraît 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue [www.revueharis.org](http://www.revueharis.org)). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.



# Sommaire

**Konan Parfait N’GUESSAN, Djro Bilestone Roméo KOUAMENAN**

Femmes et pouvoir politique : l’image de Marguerite de Provence, d’Isabeau de Bavière et de Jeanne d’Arc à travers les sources narratives.....7-22

**Ousmane Famagan KONATE**

Les mécanismes de gestion et de prévention des crises politiques de la CEDEAO à l’épreuve de la crise postélectorale de 2020 au Mali.....23-42

**KOFFI Ignace**

La reconversion professionnelle des descendants des migrants en Côte d’Ivoire, 1946-2000.....43-53

**Windata Miki ZONGO**

La politique étrangère de Thomas Sankara : entre contestation de l’impérialisme et affirmation d’une identité africaine .....54-66

**Ladislav NZE BEKALE**

L’Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC) et l’africanisation de l’Agenda 2063 de l’Union Africaine (UA).....67-84

**KPALÉ Tchédé Boris Claver**

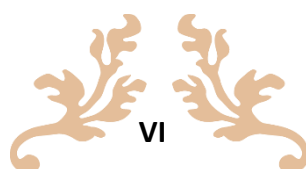
Regard sur la manifestation de l’altruisme dans les Etats Africains en crise.....85-99

**Koffi Mikodomé EDOH**

Gouvernance transfrontalière et Enjeux sécuritaires en Afrique de l’ouest.....100-114

**Lacina KABORÉ**

La liberté d’expression des cyber-activistes à l’épreuve de la construction démocratique au Burkina Faso.....115-136







## **La reconversion professionnelle des descendants des migrants en Côte d'Ivoire, 1946-2000**

**KOFFI Ignace**

Institut d'Histoire, d'Art et d'Archéologie Africains/ Université Félix Houphouët-Boigny/ [massa.issan@yahoo.com](mailto:massa.issan@yahoo.com)

### **Résumé**

Colonie d'exploitation par la volonté de l'Administration coloniale, la Côte d'Ivoire fut durant plus d'un demi-siècle, le champ de nombreux et divers programmes d'activités socioéconomiques. Sa mise en valeur a suscité de vastes mouvements migratoires en provenance des différentes colonies de l'Afrique Occidentale Française. Si ces mobilités migratoires ont contribué à défigurer le paysage physique de la colonie tout comme la physionomie de sa population, elles ont en retour permis, grâce à une main d'œuvre abondante et bon marché de soutenir le développement de la Côte d'Ivoire. Les emplois et activités pratiqués lors de cette période expansionniste existent toujours et les descendants des migrants, encore présents sur le territoire ivoirien ne les pratiquent plus, ou peu car les trouvant pénibles et non rentables. Ils ont diversifié leurs activités. Hier, ouvriers agricoles et manœuvres sur les chantiers de chemin de fer, de construction de canaux, de wharf et commis de l'administration, ils sont aujourd'hui, exploitants agricoles, exploitants forestiers, dockers, commerçants (détaillants ou grossistes), transporteurs. Ils sont présents dans tous les domaines économiques du pays et même dans l'administration. Ce travail qui a trait à la reconversion professionnelle des descendants des migrants en terre ivoirienne lors de la période coloniale, analyse les différents métiers auxquels ceux-ci se sont dévoués après les indépendances. Il repose sur la collecte de données dans les centres de documentation et aux recueils d'informations auprès des membres de ces communautés. Comme résultats, nous pouvons présenter la réussite sociale et matérielle des membres de ces groupements qui détiennent le monopole dans certains secteurs d'activités en Côte d'Ivoire.

**Mots-clés** : reconversion, descendants, migrant, chantiers, métiers, commerce, transport

### **Abstract**

A colony of exploitation by the will of the colonial Administration, Côte d'Ivoire has been for more than half a century, the field of many and various programs of socio-economic activities. Its development has sparked vast migratory movements from the various colonies of French West Africa. If these migratory mobilities have contributed to disfiguring the physical landscape of the Colony as well as the physiognomy of its population, they have in return made it possible thanks to an abundant and cheap workforce to support the development of Côte d'Ivoire. The jobs and activities practiced during this expansionary period still exist and the descendants of migrants, still present on ivoirien territory, no longer practice them, or little because they find them painful and unprofitable. They have diversified their activities. Yesterday, agricultural workers and labourers on railway sites, canal construction, wharf and administrative clerks, they are today, farmers, loggers, dockers, traders (retailers or wholesalers), transporters. They are present in all economic areas of the country and even in the administration. This work, which relates to the professional conversion of the descendants of migrants in Ivorian land during the colonial period, analyzes the different professions to which they devoted themselves after independence. It is based on the collection of data in documentation centres and the collection of information from members of these communities. As results, we can present the material success of the members of these groups who hold the monopoly in certain sectors of activity in Côte d'Ivoire such as transport and trade.

**Keywords** : conversion, migrant, construction sites, trade, transport



## Introduction

Pays d'immigration, la Côte d'Ivoire compte sur son sol, différentes nationalités. La présence de celles-ci se situe dans des périodes temporelles bien connues : celles qui étaient présentes avant la période coloniale, celles qui sont arrivées en pleine période coloniale et enfin, celles dont la présence se situe après l'indépendance.

La colonie de Côte d'Ivoire se présentant comme une zone de production, il fallait la mettre en valeur. La recherche d'une main d'œuvre à bon marché provoqua un immense mouvement migratoire en terre ivoirienne. La tentative avec les indochinois durant la période 1938-1939 fut un échec (L.J.Tokpa, 2006,p.7) pour deux raisons principales : la première est relative à l'imminence de la seconde guerre mondiale ; la seconde a trait au coût élevé de l'opération.

Le transport et l'entretien de ces populations asiatiques, malgré leur disponibilité revenait plus cher à l'administration française (R.P. Anouma, 2018, p.133). Cependant, l'expérience avec les autres colonies ouest africaines telles la Haute Volta, le Bénin, le Mali connut un véritable succès.

Fait important, ces travailleurs ont tous été acheminés sur différents chantiers à travers les différentes zones d'exploitation retenues par les investisseurs coloniaux. A ce niveau, rappelons qu'il y avait les opérateurs privés composés de particuliers, des compagnies ou groupes commerciaux dont les investissements étaient en dessous de ceux de l'opérateur public représenté par l'administration coloniale.

Si le secteur privé s'est beaucoup investi dans la recherche du profit en privilégiant le capital mercantile, le secteur productif a été l'œuvre de l'administration qui a mis

l'accent sur la gestion du patrimoine foncier, l'infrastructure de communication. Cela facilita l'exploitation de la colonie avec la création des débouchés maritimes, fluviaux et lagunaires, la construction des infrastructures ferroviaires et routières, l'infrastructure aéronautique (J.N.Loucou, 2016, p.126).

Après les indépendances, bon nombre de ces migrants retourna en terre natale. Ceux qui restèrent sur le sol ivoirien étaient probablement issus d'une génération autre que celle de la première, vu que cette mise en valeur dura plus d'un demi-siècle. Les descendants de ces colonies de peuplement n'étaient plus sous contrat colonial. Ils étaient libres de choisir leurs activités. Les différents constats font état de leur assimilation dans la société ivoirienne moderne et de leur prospérité.

Selon le rendement, le gain et les avantages obtenus par les parents, les descendants des migrants opèrent soit pour le même choix, soit s'en détournent pour embrasser d'autres professions. Comment s'est opérée cette reconversion professionnelle en Côte d'Ivoire ?

L'étude part de 1946 avec d'une part, la transformation de la colonie en un vaste chantier par sa mise en valeur et d'autre part, avec l'émergence d'une élite locale dont la lutte principale était la libération du joug colonial.

Notre but est de montrer à partir de cette étude comment les migrants de l'époque coloniale ou du moins leurs descendants ont pu s'adapter au nouveau contexte socioéconomique de la Côte d'Ivoire. Par leur implication fort appréciée dans le quotidien du pays, nous pouvons dire qu'ils ont réussi leur intégration.

Nous en profitons pour montrer qu'à travers cette politique de migration de travail, le colon a fait de la Côte d'Ivoire le premier pôle de convergence des ressortissants de plusieurs pays africains qui ont su tirer profit de l'hospitalité ivoirienne et surtout de la politique d'ouverture et de coopération des dirigeants du pays.

L'étude se referme sur l'année 2000. Le début de ce nouveau millénaire marque un grand tournant dans la vie de nombreux Etats africains avec plus de quarante ans d'indépendance. En Côte d'Ivoire, le nombre de migrants demeure encore plus élevé que dans les autres pays d'Afrique francophone et les différents secteurs d'activités sont occupés par ces populations étrangères. Le long de ce parcours, nous présenterons les prétextes de ces mouvements migratoires en Côte d'Ivoire et les incidences de la reconversion socio professionnelle des migrants en terre ivoirienne.

L'élaboration de cette étude a nécessité la collecte des informations dans le centre de documentation du ministère des mines, autrefois administré par le ministère du plan, de la bibliothèque de l'Institut d'Histoire, d'Art et d'Archéologie Africains et surtout d'une documentation personnelle. Cette recherche documentaire a été complétée par l'approche des membres de certaines communautés qui font partie de notre sujet d'étude.

## **1. Les causes des migrations en Côte d'Ivoire coloniale**

Afin de mettre en valeur la colonie ivoirienne, il a fallu d'abord satisfaire aux besoins de la main d'œuvre. Pour que ce vaste projet prenne forme, la représentation métropolitaine a tantôt usé de subterfuge avec des contrats non respectés, tantôt de force pour imposer son dictat lors du recrutement de la main d'œuvre. C'est

ainsi que l'administration coloniale lança un vaste programme de recrutement de personnels à travers les différents territoires sous tutelle française. De ce fait, les colonies les plus peuplées et celles dont les ressortissants avaient déjà la pratique des chantiers coloniaux, surtout ceux des chemins de fer et des plantations furent sollicitées pour la fourniture en main d'œuvre et pour les nombreuses prestations (L.J.Tokpa, 2002, p.35).

### **1.1. Les enjeux économiques pour la métropole**

Pour combler les exigences et le déficit en personnels de chantiers pour la colonie de Côte d'Ivoire, le régime colonial français opte pour une vaste prospection de travailleurs à travers les différents protectorats français. L'enjeu était capital vu que le territoire ivoirien présentait des atouts aux retombées importantes. Cette colonie se présentait comme une terre de production et d'exploitation.

Dès lors, l'investissement économique devenait la priorité pour la métropole et les exploitants. Une politique d'envergure fut élaborée et mise en œuvre ; elle déploya ses moyens et ses méthodes. L'économie étant le point culminant de cette politique migratoire en direction de la Côte d'Ivoire, la colonie de Haute Volta, considérée comme un réservoir de main d'œuvre fut entièrement démantelée.

Elle fut administrativement repartie en trois colonies voisines, c'est-à-dire, rattachée aux colonies du Niger, du Soudan et de la Côte d'Ivoire. Elle devient le principal fournisseur en main d'œuvre de la Côte d'Ivoire.

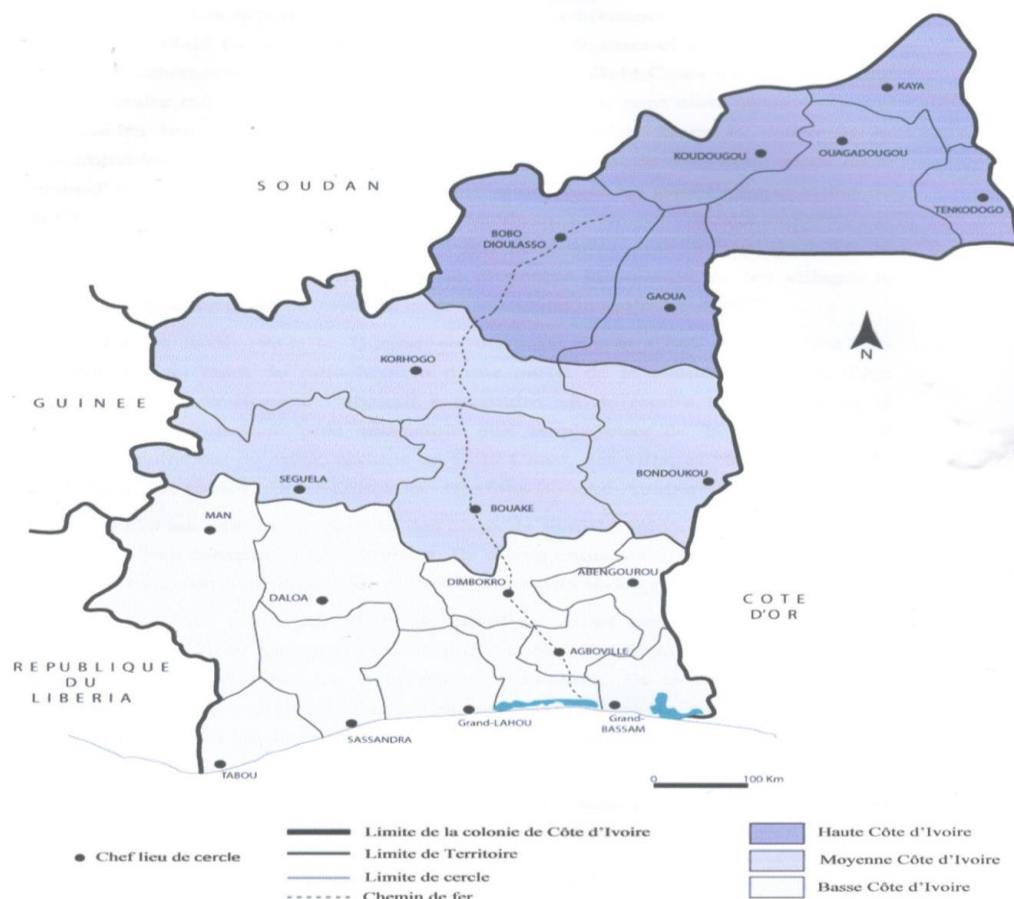
Le rattachement, d'une partie de la Haute Volta à la colonie de Côte d'Ivoire donna un nouveau paysage au territoire ivoirien (Cf. carte 1) qui vit dans le même temps sa population accroître. La Côte d'Ivoire reçut la plus grande partie de ce morcellement. Ce

qui attira la remarque de quelques universitaires burkinabés qui qualifièrent cet acte de « légataire universel » au profit de la Côte d'Ivoire à qui l'on a voulu procurer « l'inépuisable réservoir de main d'œuvre mossi » (M.W.Bantenga et al, 2010, p.273).

Si cette nécessité répondait à un impératif, celui de faire des économies au profit des colons et des commerçants français, il limitait les acquis culturels de ces populations qui durant cette période ne pouvaient pleinement jouir de leurs coutumes.

Carte n°1 : la carte de la colonie de Côte d'Ivoire de 1932-1947

Par ces actes, l'administration coloniale, montrait ses différents monopoles, sans partage. Cette démarche qui octroyait à la colonie ivoirienne une superficie supplémentaire fut immédiatement suivie d'une augmentation de la population. En effet, les populations restèrent attachées à leurs terres d'origine mais furent de facto reversées au territoire légataire suite à cet acte qui se situe entre 1932-1933(Gonnin, 2021, p.7).



Source : Tokpa, 2006, in *Côte d'Ivoire, l'immigration des Voltaïques 1919-1960*, p.26

Sur cette carte, nous distinguons le nouveau tracé de la colonie de Côte d'Ivoire suite au nouveau découpage dû au démantèlement de la colonie de Haute Volta. Cette recomposition du territoire de la Côte d'Ivoire entraîna la

création d'une nouvelle région administrative connue sous l'appellation de la Haute Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire s'accapara donc de 153 650 Km<sup>2</sup> du territoire voltaïque. Il eut en effet, une répercussion sur la population de la colonie qui reçut une

population voltaïque de 2.011 976 individus (G. Gonnin, 2021, p.7).

La Côte d'Ivoire venait d'être redessinée avec au Sud, la basse Côte d'Ivoire, au Centre, la moyenne Côte d'Ivoire et au Nord, la Haute Côte d'Ivoire. Avec cette politique de démembrement de la colonie de Haute Volta, la métropole avait également pour préoccupation de s'octroyer des réductions budgétaires. Cette action entraîna la réduction du personnel administratif et technique ainsi que les charges afférentes à leurs fonctions. (G. Gonnin, 2021, p.3).

Cette préoccupation fut portée au plus haut niveau de l'administration par la correspondance du ministre des colonies au Président de la République française. Non seulement, des économies furent faites, mais en plus, le personnel administratif fut redéployé. C'est donc grâce aux actions du gouverneur Reste que le démembrement de la colonie de Haute Volta fut effectif par l'application du décret du 2 septembre 1932 (R.P.Anouma, 2018, p. 132).

Fort de ce personnel d'appui et d'une main d'œuvre disponible, la métropole mit à exécution son projet d'exploitation de la colonie ivoirienne.

### **1.2. Les retombées économiques pour les intermédiaires des recrutements et des migrants**

Les nombreux enrôlements qui ont eu lieu dans la sous-région ouest africaine sous bannière française au compte de la Côte d'Ivoire coloniale ont été possibles grâce à l'action des intermédiaires. Ces agents recruteurs avaient la caution de l'administration coloniale ainsi que celle des chefs d'entreprises. Ils agissaient donc à visage découvert et exerçaient en toute légalité. Leurs activités étaient rémunérées sur la base de taxes à percevoir par tête de travailleur engagé (L.J. Tokpa, 2002, p.35).

Selon les colonies de provenance, ces agents recruteurs percevaient des primes dont le montant variait de 5 à 10F. français par individu. Cependant et c'était le cas le plus souvent, les promesses avancées aux volontaires à l'aventure ivoirienne lors des recrutements connaissaient des déviations une fois les mobilisés engagés sur les chantiers. Dans cette transaction juteuse, certains chefs locaux, vu leur accointance avec l'administration et leur forte emprise sur leurs ressortissants, profitaient de cette aubaine. Ainsi le Morho Naba en colonie de Haute Volta percevait ce tribut.

Les chefs d'entreprises, les chefs de chantiers, les institutions de commerce, c'est-à-dire les employeurs furent certainement les premiers bénéficiaires dans cette entreprise de recrutement de main d'œuvre étrangère. Le gain était leur priorité. Pour la plupart, ils ne respectaient pas leur contrat tout comme les recruteurs et exploitaient au maximum cette main d'œuvre qu'il fallait rentabiliser. Rares étaient ceux qui tenaient leurs engagements de départ.

### **1.3. Les gains pour la colonie de Côte d'Ivoire.**

La colonie de Côte d'Ivoire, avec une forte concentration de travailleurs venus de divers horizons sort de cette expérience des migrations prospère, (avec une avance sur certaines colonies sœurs qui n'ont pas connu une telle animation) avec le mélange de différents peuples présents sur son sol et le mouvement continu d'une main d'œuvre exécutant des tâches ardues pour le compte du colon mais aussi pour son développement.

Avec la réalisation de nombreuses infrastructures, la colonie de Côte d'Ivoire devint une zone dynamique sur le plan économique. La mise en service du chemin de fer, des

routes, des wharfs, des canaux facilita le déplacement des populations sur les chantiers ainsi que l'écoulement des produits des chantiers agricoles.

Les différents projets réalisés durant cette période permirent à la colonie ivoirienne d'être présente sur l'échiquier sous régional. Les populations employées sur les chantiers ont malgré elles, appris des métiers qui jusque-là leur était inconnus. Ces nouvelles qualifications professionnelles leur ont servi de gagne-pain aux premières heures de l'indépendance.

## **2. La reconversion professionnelle**

L'usage d'une main d'œuvre étrangère en colonie de Cote d'Ivoire ne laisse pas le lecteur indifférent quand on sait que ce territoire est grandement peuplé. Pour preuve, elle a fourni pour le conflit mondial de 1914-1918, plus de 23 000 hommes, soit plus de 15,3% de sa population estimée dans la même période à 1 500 000 habitants (R.P.Anouma, 2018, p.141). Ce taux au niveau de l'Afrique Occidentale Française (AOF) était largement au-dessus de la moyenne.

C'est donc un peuple amputé de ses bras valides qui se voit contraint de se soumettre aux injonctions des colons. Aux nombreux refus qui se soldèrent souvent par des actes de violences de l'administration, les populations désertèrent le territoire avec pour destination, la colonie voisine de la Gold Coast. Sous le joug de l'impérialisme colonial, les populations de la région ouest africaine, venues de différentes colonies ont investi le territoire ivoirien avec des spécialités et des savoir-faire différents.

### **2.1. Les zones de provenance des migrants**

La mise en valeur de la colonie ivoirienne a mobilisé toute la communauté ouest africaine. Cependant, satisfaction n'a été donnée

que par quelques colonies de la sous-région sollicitées. L'Afrique occidentale fut de ce fait le premier point de recrutement. Les colonies du Dahomey, de la Guinée et du Sénégal en furent les premiers pourvoyeurs (L.J.Tokpa, 2002, p.31). Selon cet auteur, un officier français, le capitaine Thomasset débarqua en colonie ivoirienne, plus précisément à Grand Bassam avec des ouvriers recrutés à Dakar et à Conakry.

Ce même auteur poursuit pour nous dire, qu'à la suite des trois premières colonies citées, les colonies de Haute Volta et du Soudan Français devinrent à leur tour fournisseurs de main d'œuvre pour la colonie ivoirienne. Elles en devinrent même les plus grands grossistes.

Un fait remarquable est la participation des territoires sous tutelle de la Grande-Bretagne qui s'impliquèrent dans cette fourniture en main d'œuvre de la colonie ivoirienne. Les colonies de la Gold Coast et le Liberia furent sollicitées et participèrent à l'effort de la mise en valeur de leur voisine colonie française.

Le recrutement des travailleurs étrangers relevait du ressort de l'administration coloniale. L'arrivée de tout travailleur en terre ivoirienne se faisait sous la supervision du gouverneur général. Cette conscription était administrativement mise au point par l'administrateur de la colonie.

Tout besoin en main d'œuvre était donc sous contrôle administratif. Ainsi les particuliers, les chefs d'entreprises exprimaient leur besoin en main d'œuvre aux autorités coloniales, avec des précisions sur la qualité des travailleurs : c'est-à-dire, l'origine, car l'on estimait que certains étaient plus robustes que d'autres.

Les demandeurs devaient également être précis sur le nombre des travailleurs sollicités. Comme

nous le voyons, le recrutement reposait sur des assises administratives. La colonie sollicitée recevait la commande et se chargeait de l'exécuter grâce aux agents recruteurs.

## 2.2. Les spécialités des migrants et leur conversion professionnelle en terre ivoirienne

La colonie ivoirienne a véritablement bénéficié du concours des colonies voisines et sœurs de la sous-région ouest africaine. Les travailleurs en provenance de ces différentes colonies avaient pour certains, des spécialités professionnelles ou avaient déjà une expérience en matière de chantier colonial ; d'autres par contre n'avaient que l'expertise familiale, c'est-à-dire le travail de la terre et l'élevage.

Au Sénégal, les travailleurs recrutés à Dakar étaient des ouvriers d'art ; c'est-à-dire qu'ils étaient pour certains charpentiers, maçons et pour d'autres, forgerons. Ceux recrutés en Guinée avaient également les mêmes dispositions. La main d'œuvre en provenance de la Haute Volta et du Soudan français était composée d'agriculteurs, d'éleveurs et de commerçants.

Les Nago du Dahomey, en provenance de Porto Novo avaient une connaissance des travaux de chantiers de chemin de fer<sup>1</sup>. Les grands travaux d'intérêt public tels la construction du chemin de fer, des wharfs, des canaux, du port, des routes relevaient de la compétence de l'administration coloniale qui se trouvait être le plus grand des recruteurs de main d'œuvre et qui faisait par moments des recrutements sur la base de spécialités.

Cependant, une fois en colonie ivoirienne, ces travailleurs étaient orientés sur divers chantiers, sans obligatoirement exercer leur profession d'origine. Cultivateurs, maçons, forgerons, charpentiers, éleveurs se voyaient embarquer dans un univers professionnel méconnu. Ils se retrouvaient sur le même chantier, exerçant les mêmes activités. En si peu de temps, ils étaient convertis aux métiers dont la mise en valeur de la colonie exigeait.

C'est ainsi que certains se retrouvent scieurs de bois, ouvriers agricoles dans les plantations de café et de cacao et des arbres à latex, tandis que d'autres travaillaient en qualité d'employés de chantier de chemin de fer, de construction de routes et des pistes, de pose de poteaux et de fils télégraphiques et des travaux publics. Dans l'optique de la mise en valeur des colonies et selon le rapport de la commission de modernisation et d'équipement des Territoires d'Outre-Mer (TOM), un accent particulier devait être mis sur la production et l'équipement public dont les Postes, Télégraphe et Téléphone (PTT) (I. KOFFI, 2014, p.10).

Les voies de communication, surtout le chemin de fer, durant la période faste de la colonisation furent les grandes consommatrices de main d'œuvre. A partir de ce tableau, nous nous en faisons une idée.

**Tableau n° 1** : le besoin en main d'œuvre sur le chantier du chemin de fer

ORIGINE	ANNEES	NOMBRE
DAHOMEY	1905	1200
SOUDAN	1911	291
HAUTE-VOLTA	1918	500

Source : KOFFI, 2022 (informations recueillies dans différents documents)

Comme nous le voyons dans ce tableau, le besoin en personnel ouvrier sur les chantiers du chemin de

<sup>1</sup> En 1900, les travaux du chemin de fer Cotonou-Tchaourou débutèrent et les travailleurs Nago qualifiés de robustes y prirent part.

fer se faisait d'année en année plus intense. La dureté de la vie sur les chantiers due à la mauvaise alimentation, au manque d'hygiène et au non versement du pécule, a provoqué des désertions. Il fallait chaque fois trouver de nouvelles ressources pour continuer les travaux. Aux Dahoméens, se sont joints les Soudanais et les Voltaïques.

### **2.3. La reconversion professionnelle des descendants des migrants**

Au lendemain de l'indépendance de la Côte d'Ivoire, les effectifs des migrants avaient considérablement baissé, vu que bon nombre de ces populations effectua un retour au pays d'origine. Ceux qui restèrent sont pour la plupart les Voltaïques dont une grande partie fut installée dans les villages de colonisation (L.J. Tokpa, 2006, p.61). Après l'indépendance, une migration volontaire s'observe.

Cette fois, elle concerne toute la région africaine. Les premiers qui étaient déjà présents lors de la période coloniale rapprièrent. A défaut de ces mêmes acteurs, ce sont leurs parents ou proches qui prirent la direction de la Côte d'Ivoire. Quant à ceux qui restèrent sur place, ils sont les descendants des premiers migrants de travail en terre ivoirienne. La situation avait changé et chacun se lança dans le secteur professionnel de son choix.

Les Burkinabé<sup>2</sup>, très présents sur le sol ivoirien se retrouvent dans les différentes aires ethno culturelles de la Côte d'Ivoire. Leur installation dans les villages de colonisation dans les régions de Zuenoula et de Bouaflé leur a donné le droit de terre. Ils sont pour certains propriétaires de plantations, planteurs au compte d'un tiers avec une garantie de revenu plus

proportionné et plus attrayant. Ils participent à la commercialisation des produits agricoles industriels que sont le café et le cacao et à la vente des produits du vivrier. Ils sont les grands fournisseurs des produits vivriers en contre saison.

Ils furent les premiers migrants à exercer dans les domaines ou résidences des colons. Ce choix du colon en personnel de maison sur ce peuple reste encore inexpliqué. A cet effet, ils exerçaient en qualité d'employés de maison, plus précisément en tant que domestiques ou boys cuisiniers et jardiniers.

Après l'indépendance, ils ont continué d'exercer les mêmes activités et étaient également au service des cadres du pays avec les mêmes fonctions. Parfois, leurs attributions étaient plus grandes avec des fonctions qui nécessitaient la confiance ; ils jouaient le rôle de gardiens de la maison.

De nos jours, ils ont diversifié leurs activités. Si l'on les retrouve encore dans le domaine agricole, ils sont plus tournés vers le commerce et tiennent des magasins. La vente du riz en gros, d'ignames, de volailles et de divers étalages font d'eux des acteurs très visibles et connus de nos différents marchés. En plus de cette activité, l'on les retrouve dans le domaine du transport ; chauffeurs pour un tiers ou exerçant à leur propre compte, ils pratiquent le transport des marchandises et des personnes. Avec une présence assidue sur le sol ivoirien, certains ont acquis la nationalité ivoirienne et exercent dans l'administration.

Les Dahoméens se sont longtemps intéressés à l'administration et à l'éducation. Aujourd'hui encore, ils sont présents dans le secteur Education-Formation où certains ont bâti leur fortune.

---

<sup>2</sup> Nouvelle appellation des ressortissants de l'ex Haute Volta devenue Burkina Faso depuis le 4 août 1984 sous la présidence de Thomas Sankara



Parmi eux, nombreux sont responsables de groupes scolaires primaires, d'établissements secondaires et même d'établissements universitaires et professionnels. Les Béninoises<sup>3</sup> ont préféré se consacrer au domaine du commerce avec le marché des pagnes, de la bijouterie et des ustensiles de cuisines.

Les Sénégalais, alliés de l'administration coloniale avec un passé de tirailleurs<sup>4</sup> avaient pour certains, les rôles de gardes protecteurs. Non seulement, ils veillaient sur la sécurité de leurs maîtres, mais surveillaient les activités sur les chantiers. Au lendemain de l'indépendance, ils se sont également passionnés pour les œuvres de l'administration.

Ce rôle de surveillance concernait l'ordre public et était au service de la communauté ; cette force de contrôle était bien entendu placée sous l'autorité du gouverneur et avait un effet dissuasif en cas de soulèvement des travailleurs soumis aux corvées.

Avec le temps, ils ont opté pour le secteur tertiaire. Leur présence dans le domaine de la restauration est un fait. Des plats sénégalais sont rentrés dans les habitudes alimentaires des Ivoiriens. Ils sont également présents dans le patrimoine de la couture et surtout de l'artisanat.

A cet effet, ils sont présents aux différents rendez-vous de l'artisanat avec des expositions d'objets d'art et de l'orfèvrerie. Ils disposent également des magasins dans lesquels sont exposés à la vente des tissus (coton et basin).

Les ressortissants guinéens quant à eux, opèrent dans le domaine du commerce et du transport ; ils sont

---

<sup>3</sup> Le Dahomey devient le Bénin suite à la prise de pouvoir du commandant Mathieu KEREKOU ; d'où la nouvelle appellation des ressortissants.

<sup>4</sup> Corps de soldats indigènes créé par Faidherbe, gouverneur du Sénégal

propriétaires des différentes boutiques dans les quartiers d'Abidjan, faisant la concurrence aux Mauritanien. Ils se retrouvent également dans le transport urbain comme propriétaires de taxis compteurs ou conducteurs de taxis.

Les Soudanais<sup>5</sup>, devenus Maliens à la suite du changement du nom de leur pays d'origine se sont intéressés au secteur de l'élevage, du commerce et du transport. Les éleveurs en provenance du Mali font la transhumance de leurs troupeaux à travers les zones de verdure de la Côte d'Ivoire.

Dans le domaine du transport, ils effectuent dans le sens Abidjan-Bamako et Bamako- Abidjan, les livraisons des cargaisons de la Côte d'Ivoire vers le Mali à partir du port d'Abidjan et reviennent avec des commandes pour la Côte d'Ivoire en bétails et produits agricoles dont les oignons. On les retrouve dans le commerce avec des magasins de gros en tissus (coton et basin) et marchandises diverses.

Les Ghanéens sont restés très attachés aux petits métiers. Ils se sont fait remarquer par leur habileté à exercer plusieurs métiers à la fois. : ils sont coiffeurs, étanchéistes, couturiers ambulants, cordonniers et vendeurs de friperie. A cet effet, l'on les retrouve dans les différents marchés hebdomadaires d'Abidjan.

Cependant, l'on les rencontre également dans le secteur de la menuiserie, de la fabrication des meubles en rotin et dans le secteur de la restauration tenu par leurs épouses. La pêche artisanale, le long du littoral ivoirien est un secteur qu'ils maîtrisent et pratiquent depuis l'époque coloniale avec de fréquentes expéditions sur les fleuves, les lagunes

---

<sup>5</sup> Le Soudan français est le nom porté par la colonie française et qui occupe actuellement les limites du territoire actuel du Mali. En 1960 après l'indépendance, il prend le nom de Mali.

et en haute mer (I. KOFFI et Y.C.S. KAKOU, 2019, p.37).

Il n'y a pas seulement que les Ghanéens qui pratiquent la pêche artisanale, les immigrés togolais, béninois et maliens en ont fait une activité lucrative. Non seulement, elle leur permet de vivre décemment, mais leur procure une aisance matérielle. Voltaïques et Maliens se sont retrouvés sur les chantiers d'abattage de bois et dans les plantations de culture du café et du cacao.

Ce qui leur a permis de s'intéresser après le départ du colon au domaine de la caféiculture et de la cacao culture. Le travail de la boucherie est mené par les ressortissants burkinabés, nigériens et nigériens.

Cependant, l'élevage en général reste et demeure l'affaire des professionnels peuls du Burkina Faso et des Maliens. Ces derniers sur le sol ivoirien font paître leurs troupeaux. Toutefois ils se consacrent à la vente de leur bétail.

Les tirailleurs n'étaient plus seulement que des Sénégalais. Des Ivoiriens furent également admis dans les rangs de cette force noire à l'instar des autres colonies. Leur retour au pays eu un impact sur les travaux forcés car ils refusaient après les atrocités vécues lors de la guerre, de se soumettre encore aux injonctions des colons.

Le regroupement de toutes ces forces vives en une seule colonie a créé une véritable classe de production semblable à une classe ouvrière.

## **Conclusion**

Les travaux de grande envergure engagés pour la mise en valeur de la colonie de Côte d'Ivoire ont nécessité une importante ressource humaine. Le réseau routier avec un tracé de 4000 km et entamé avant les hostilités de la première guerre mondiale atteint une longueur de 10 000 km en 1930.

Il abordait à lui tout seul, une main d'œuvre importante. Le chemin de fer dont la pénibilité du travail fut reconnue de tous, exigea la présence de Dahoméens (R.P. Anouma, 2018, p.97).

D'autres chantiers tels ceux des plantations de café, de cacao, du bois à latex, des débouchés maritimes avec la construction des wharfs et des canaux et de l'établissement du réseau télégraphique furent également grands consommateurs de main d'œuvre. Par moments, des défections furent observées sur les chantiers à cause de la pénibilité des travaux et de l'inexistence de confort des travailleurs.

La base du développement de la Côte d'Ivoire est tributaire des actions des colonies voisines. Ce fait n'est pas nouveau car les peuples dits développés, ont eu recours à d'autres peuples pour amorcer une croissance.

Le territoire ivoirien connut une animation particulière et devint à la suite de ces travaux de mise en valeur, un territoire apte à faire face au défi du modernisme. La cohabitation entre les différents peuples a été un facteur déterminant pour la vie de l'ancienne colonie. L'hospitalité légendaire des Ivoiriens a permis l'insertion des peuples voisins qui rapidement se sont intégrés dans le tissu social du pays.

## **Bibliographie**

ANOUMA René-Pierre, 2018, *Côte d'Ivoire naissance et devenir d'une nation*, Abidjan, Fondation Félix Houphouët-Boigny, 250p

BANTENGA Moussa Willy et al, 2010, *la reconstitution de la Haute-Volta*, Paris, Harmattan ,415p

GONNIN Gilbert, 2021, *Histoire des relations entre les colonies de Côte d'Ivoire et de Haute-Volta de 1932 à 1960*, communication à l'atelier de formation et de travail des membres de la commission mixte paritaire de matérialisation de la frontière Côte d'Ivoire-Burkina Faso le 03/ 05/ 2021, Abidjan ,11p

KOFFI Ignace, 2014, *les postes et télécommunications et le développement économique de la Côte d'Ivoire*, thèse unique, Abidjan, 396p

KOFFI Ignace, KAKOU Sylvain Charles Yao, 2019, « La pêche, principale source de revenus des fanti d'Azuretti ? » in *Annales de la Faculté des Sciences Humaines et Sociales (FASHS)*, Cotonou, Bénin, pp36-56

LOUCOU Jean Noel, 2016, *la Côte d'Ivoire coloniale 1893-1960*, Abidjan, Edition F.H.B et les éditions du CERAP, 365p

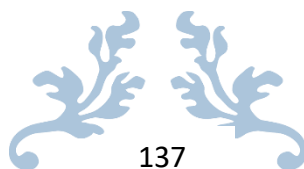
TOKPA Lépé Jacques, 2002, « La main d'œuvre africaine en Côte d'Ivoire de 1903 à 1939 » in *Revue Ivoirienne d'Histoire*, Educi, Abidjan, pp39-45

TOKPA Lépé Jacques, 2006, *Côte d'Ivoire : l'immigration des Voltaïques (1919-1960)*, Cerap, Abidjan, 121p

Numéro 007 Septembre 2022  
Histoire et Analyses des Relations Internationales  
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations  
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053





HARIS N°007 Septembre 2022